



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 3769

Texte de la question

REPRISE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Michel Lefait, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Michel Lefait. Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, depuis 2012, notre majorité s'est assigné une mission claire : redresser la France...

M. Jean-Luc Reitzer. C'est réussi !

M. Michel Lefait. ...tout en sauvant notre modèle social, gravement mis en péril durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Redressement des comptes publics, Pacte de responsabilité, politiques actives de l'emploi, baisse de l'euro, relance européenne, lutte contre la fraude et l'optimisation fiscale, Banque publique d'investissement : nous avons posé des fondations solides qui apportent aujourd'hui des résultats tangibles annonciateurs d'une reprise économique solide et durable. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Jean-Pierre Vigier. Où sont-ils, ces résultats ?

M. Michel Lefait. Des faits objectifs témoignent de la réalité de ce rebond : les prévisions de croissance et d'emploi publiées par l'INSEE, qui remettent la France dans le peloton de tête européen, les excellents chiffres du déficit public *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains)* en baisse pour la quatrième année consécutive grâce à l'action de notre majorité *(Mêmes mouvements)*, les investissements directs de sociétés étrangères avec 962 décisions d'investissement, soit une hausse de 27 % en un an, enfin la cent millième embauche intervenue ces jours-ci dans le cadre du dispositif Embauche PME, lancé en janvier.

M. Alain Chrétien. Personne ne peut vous croire !

M. Michel Lefait. Oui, mes chers collègues, c'est évident, la France redevient attractive. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains. – Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)* La croissance, les déficits, l'emploi, on en parle beaucoup au club des anciens ministres de Nicolas Sarkozy, dans le cadre de la primaire de la droite ! Plus on a échoué hier, plus on disserte et on donne des leçons aujourd'hui. Grands diseux, petits faiseurs ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Aux belles paroles de la droite, à gauche, nous préférons les actes.

N'en déplaise à certains, la reprise est enclenchée et elle va s'amplifier avec la nouvelle tranche du Pacte de responsabilité, la loi travail et l'amplification de l'effort de formation des demandeurs d'emploi.

Monsieur le ministre, une hirondelle ne fait pas le printemps. Plusieurs hirondelles peuvent y contribuer. Pouvez-vous nous dire l'analyse que vous faites des bons chiffres tombés ces jours derniers ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur quelques bancs du groupe écologiste.*)

M. Sylvain Berrios. Non, il ne peut pas !

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics. Je vous invite à retrouver un peu plus de sérénité, chers collègues.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député, l'activité économique a repris en France l'année dernière, en 2015.

M. Alain Chrétien. Tu parles !

M. Michel Sapin, ministre. En effet, 1 % de croissance, c'est du pouvoir d'achat supplémentaire, et ce sont aussi des emplois supplémentaires. Pour la première fois depuis très longtemps, le secteur privé a créé l'année dernière plus de 100 000 emplois nouveaux, ce qui a permis globalement de stabiliser le chômage.

M. Sylvain Berrios. Et combien d'emplois supprimés ?

M. Michel Sapin, ministre. Pour l'année 2016, vous avez fait référence à une étude réalisée par un organisme indépendant, l'INSEE. Celle-ci prévoit un taux de croissance, une activité économique de même niveau que celui que nous nous étions assigné, que le Gouvernement s'est assigné et que la majorité a assigné au Gouvernement, à savoir environ 1,5 % de croissance.

M. Patrice Verchère. Quelle majorité ?

M. Michel Sapin, ministre. Ce taux de croissance est nourri par deux moteurs. Le premier moteur, et j'insiste sur ce point, c'est la consommation des ménages. Avec une inflation zéro pendant deux années consécutives, le pouvoir d'achat des ménages a globalement augmenté, même s'il y a, bien sûr, des ménages en grande difficulté.

Le second moteur, c'est l'investissement des entreprises. Monsieur le député, mesdames et messieurs les députés, depuis plusieurs années, budget après budget, parfois au terme de débats contradictoires, nous votons des allègements de cotisations ou des allègements d'impôts pour les entreprises. Nous en voyons aujourd'hui les résultats.

Ce que l'on appelle la marge des entreprises est revenue au niveau d'avant la crise économique de 2008, avec une marge supplémentaire. C'est pour les entreprises la possibilité d'investir et d'embaucher. Évidemment, la lutte contre le chômage reste notre première priorité. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Sylvain Berrios. Au revoir !

Données clés

Auteur : [M. Michel Lefait](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (8^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3769

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 mars 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [24 mars 2016](#)